



Réseaux sociaux, sites pornos...

UNE VÉRIFICATION DE L'ÂGE À L'ENTRÉE DES SITES ET DES RÉSEAUX SOCIAUX EST-ELLE VRAIMENT APPLICABLE ?

Étude d'impact de la loi SREN sur les usages des adultes et des mineurs

Pas d'embargo

Fermer la porte aux ados, c'est bien. Encore faut-il qu'il n'y ait pas de fenêtre. Au moment même où le gouvernement renvoie à Bruxelles une nouvelle mouture de son projet d'interdire les réseaux sociaux aux moins de 15 ans, l'Ifop a voulu savoir ce qu'il en était de la grande muraille numérique un an après l'entrée en vigueur, à l'été 2025, de l'obligation de vérifier l'âge à l'entrée des sites pornos, fondée sur la loi SREN (mai 2024), son référentiel Arcom, son « double anonymat » et ses mises en demeure. Réponse : pas grand-chose. En tout cas pas pour celles et ceux qu'elle était censée protéger.

Interrogés directement (3 000 adultes et 500 mineurs de 15 à 17 ans), les usagers racontent une réalité que les bilans officiels préfèrent regarder de loin : on ne se soumet pas au contrôle, on le contourne. Loin d'assécher la demande, le dispositif l'a surtout déplacée, façon matelas d'eau : on appuie ici, ça gonfle là-bas. Les 15-17 ans, premiers visés, sont aussi les premiers à désertier les plateformes qui jouent le jeu pour filer vers celles qui s'en dispensent. Bilan : la loi filtre surtout les sites vertueux, redessine la carte du trafic et laisse la pratique presque intacte. De quoi faire réfléchir ceux qui rêvent d'appliquer la même recette aux réseaux sociaux.

CHIFFRES CLÉS

A) UN LARGE CONSENSUS AUTOUR DE L'OBLIGATION DE VÉRIFICATION DE L'ÂGE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

1 – 86% des Français souhaitent que l'Arcom impose aux réseaux sociaux sur lesquels circulent des contenus pornographiques (X, Reddit, TikTok...) un système de vérification de l'âge interdisant leur accès aux mineurs.

2 – 83% des Français souhaitent que l'Arcom veille à ce que tous les sites pour adultes mettent bien en place cette vérification d'âge.

3 – 81% des Français soutiennent aussi l'application d'actions plus fermes aux sites pour adultes qui ne vérifient pas l'âge de leurs visiteurs, comme par exemple ordonner leur blocage par les fournisseurs d'accès à internet, les déréférencer des moteurs de recherche ou encore imposer des sanctions pénales à l'encontre des dirigeants.

B) UNE MISE EN ŒUVRE ENCORE TRÈS PARTIELLE DE LA VÉRIFICATION D'ÂGE À L'ENTRÉE DES SITES POUR ADULTES

4 – À peine la moitié des Français(es) majeur(es) ayant tenté d'accéder à un site pour adultes ces 12 derniers mois ont été confrontés à une demande de vérification de leur âge, que ce soit via une photo ou vidéo du visage (55%) ou via la transmission d'une pièce d'identité (50%).

5 – Et parmi ceux et celles qui ont été confronté(es) à une demande de vérification d'âge, seule une minorité a accepté de s'y soumettre : 39% des majeur(es), deux fois moins (18%) chez les mineur(es) de 15-17 ans, ont effectué la démarche de vérification.

6 – Le gros de la consommation de ce type de contenus continue donc à se faire en dehors du cadre légal : plus des deux tiers des adultes (69%) et plus des trois quarts des mineurs (78%) ayant visionné ce genre de contenu ces 12 derniers mois l'ont fait sur des sites ne demandant pas la vérification d'âge.

C) UN IMPACT TRÈS LIMITÉ SUR LA CONSOMMATION DE CONTENU POUR ADULTES EN LIGNE

7 – L'objectif du dispositif – stopper l'accès à ces contenus aux moins de 18 ans – est loin d'être atteint au regard de la proportion de mineur(es) de 15-17 ans ayant renoncé à consulter ce type de contenu après avoir été confrontés à une mesure de vérification : 36%, contre 16% des personnes âgées de plus de 18 ans.

8 – Au total, la mise en œuvre effective de l'obligation de vérification de l'âge, à l'été 2025, n'a eu qu'un impact limité sur la consommation de sites à contenu pour adultes : seul(e)s 16% des adultes et 22% des mineur(es) de 15-17 ans

ont cessé de se rendre sur ce genre de sites, environ un tiers d'entre eux ont diminué leur fréquentation et chez les autres (52% des majeur(e)s, 40% des mineur(e)s), cette obligation n'a eu aucun impact sur leurs usages.

9 – La mise en œuvre de cette vérification a engendré un report du trafic sur les sites qui ne respectent pas la loi : 65% des mineur(e)s de 15-17 ans et 48% des majeur(e)s ont cessé de consulter les sites imposant la vérification d'âge au profit de sites ne la faisant pas respecter.

10 – Lorsque l'on compare à 2023, la consommation de sites pour adultes pour les 18-24 ans n'a pas diminué, malgré la mise en place de la vérification d'âge. En effet, 58% des 18-24 ans affirmaient avoir déjà surfé sur un site pour y voir des films ou des images pornographiques en 2023, comme en 2026. Et pour les sites de type OnlyFans, on constate même une augmentation (de 18% en 2023 à 26% en 2026), comme pour les sites de webcam (de 18% en 2023 à 22% en 2026).

D) UNE OPINION PUBLIQUE TRÈS CRITIQUE À L'ÉGARD DE L'INEFFICACITÉ DU SYSTÈME ACTUEL MAIS MAJORITAIREMENT FAVORABLE À LA VÉRIFICATION D'ÂGE À L'ENTRÉE DES SITES POUR ADULTES

11 – 64% des Français jugent insuffisante l'action de l'Arcom à l'égard des sites pour adultes ne mettant pas en place la vérification d'âge.

12 – 64% des Français ne jugent pas efficace le dispositif actuel de vérification d'âge pour empêcher réellement les mineurs d'accéder à des contenus pour adultes.

13 – Le principe de vérification d'âge à l'entrée des sites pour adultes suscite un très large consensus dans l'opinion avec 89% d'opinions favorables.

A) UNE GRANDE PART DE LA CONSOMMATION DE CONTENU POUR ADULTES EN LIGNE CONTINUE À SE FAIRE SANS VÉRIFICATION D'ÂGE

1 – La mise en œuvre de cette vérification est loin d'être généralisée...

👉 À peine la moitié des Français(es) majeur(es) ayant tenté d'accéder à un site pour adultes ces douze derniers mois ont été confronté(e)s à une demande de vérification de leur âge, que ce soit via une application tierce (56%), via une photo ou une vidéo du visage (55%) ou via la transmission d'une pièce d'identité (50%). Le contact avec le dispositif a plus souvent pris la forme d'une porte fermée que d'un contrôle : 61% sont tombés sur un site ayant lui-même suspendu l'accès à ses contenus pour les Français (Pornhub, YouPorn...) et 55% sur un site rendu inaccessible sur décision des autorités françaises.

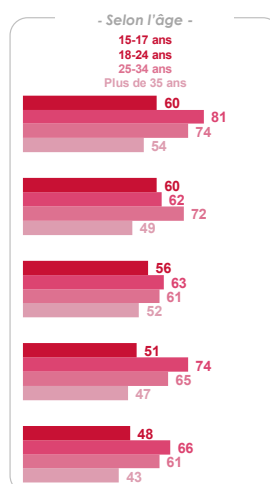
🗣 Ces expériences de contrôle sont sensiblement plus fréquentes chez les moins de 35 ans que chez les 35 ans et plus, écart qui reflète avant tout l'intensité de leur navigation : plus on consulte de sites différents, plus on a de chances de croiser un dispositif de vérification comme un site bloqué. La « couverture » du dispositif apparaît ainsi moins comme une règle générale que comme une probabilité liée aux habitudes de chacun.

L'expérience des modalités de vérification d'âge

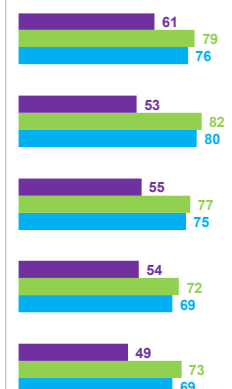
Au cours des douze derniers mois, avez-vous été confronté(e), en tentant d'accéder à un site pour adultes, à... ?

Base : Personnes ayant consulté au moins un type de contenu pour adultes dans les 12 derniers mois

Proportion de personnes ayant tenté d'accéder à un site pour adultes au cours des douze derniers mois et ayant été confrontées à...



- Selon la consommation de contenu pour adultes -
... dont un site X
... dont un site de webcam
... dont un site de type Onlyfans



Le point de vue de l'Ifop : Un an après son entrée en application effective, la vérification d'âge demeure donc une expérience limitée à l'échelle du web pour adultes. Ce constat n'est pas contradictoire avec le bilan revendiqué par l'Arcom : le régulateur a bien obtenu la mise en conformité, le retrait ou le blocage des sites les plus consultés par les mineurs, mais son action porte sur quelques dizaines de plateformes quand l'offre en compte des milliers.

2 – Et parmi celles et ceux qui ont été confronté(e)s à une demande de vérification d'âge, ils sont loin d'avoir tous accepté de s'y soumettre

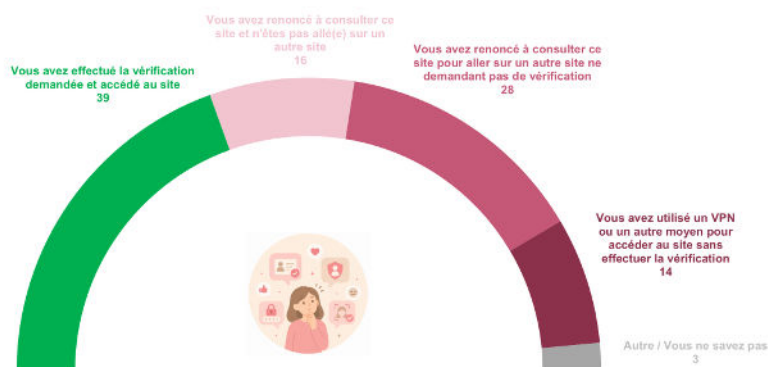
👉 **39% des majeur(e)s - et deux fois moins (18%) chez les mineur(e)s de 15-17 ans - ont effectué la démarche de vérification demandée.** Les autres se sont partagés entre le report vers un site n'exigeant aucune vérification (28%), le renoncement pur et simple (16%) et l'usage d'un VPN ou d'un autre moyen de contournement (14%). Au total, près d'une personne sur deux confrontée à une demande de vérification d'âge ces douze derniers mois a quand même réussi à accéder à des contenus pour adultes sans vérification : 46% chez les mineur(e)s, 44% chez les majeur(e)s.

🔍 Le taux de conformité dessine une courbe très révélatrice : minimal chez les 18-24 ans (24%), il remonte chez les 25-34 ans (42%) et les 35-49 ans (43%) pour culminer chez les 50-64 ans (49%). Autrement dit, la vérification est d'autant mieux acceptée que l'internaute est éloigné de l'âge qu'elle vise à exclure.

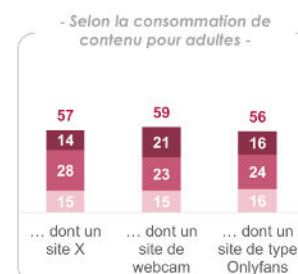
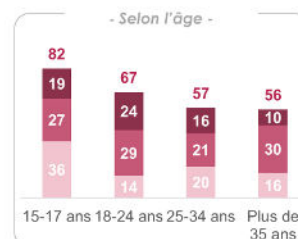
La réaction face aux modalités de vérification d'âge

La dernière fois que vous avez été confronté(e) à une demande de vérification de votre âge sur un site pour adultes, qu'avez-vous fait ?

Base : Personnes ayant consulté au moins un type de contenu pour adultes dans les 12 derniers mois et ayant été confronté(e) à une demande de vérification d'âge



58% des amateur(ice)s de sites pour adultes confrontés à la vérification d'âge déclarent ne pas l'avoir effectuée



Le point de vue de l'Ifop : On touche ici au paradoxe central du dispositif : le contrôle d'âge fonctionne surtout auprès de celles et ceux qu'il n'a pas pour objet de protéger. Les quinquagénaires se vérifient, les adolescents contournent. Cette sélectivité inversée n'a rien d'étonnant sociologiquement : la maîtrise des outils de contournement (VPN, sites miroirs, moteurs alternatifs) est une compétence générationnelle, et le coût symbolique de la démarche - dire son nom pour dire son désir - est d'autant plus lourd que la sexualité est vécue dans la clandestinité. Un dispositif qui produit donc l'inverse de l'effet recherché : il filtre les adultes et laisse passer les mineurs les plus outillés.

3 – Le gros de la consommation de ce type de contenus se fait toujours en dehors du cadre légal

👉 **Plus des deux tiers des adultes (69%) et plus des trois quarts des mineurs de 15-17 ans (78%) ayant visionné ce genre de contenu ces douze derniers mois l'ont fait sur des sites ne demandant pas la vérification d'âge.** Plus d'un tiers des majeurs (36%) et près d'un mineur sur deux (48%) n'ont même fréquenté que des sites hors la loi. À l'inverse, moins d'un quart des majeurs (23%) s'en sont tenus à des sites appliquant effectivement la vérification.

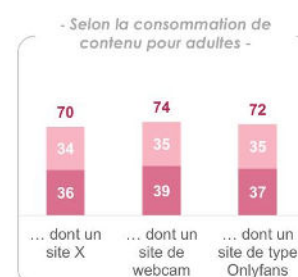
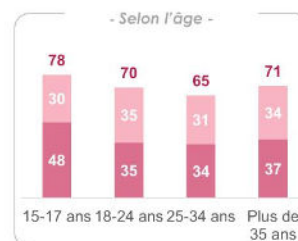
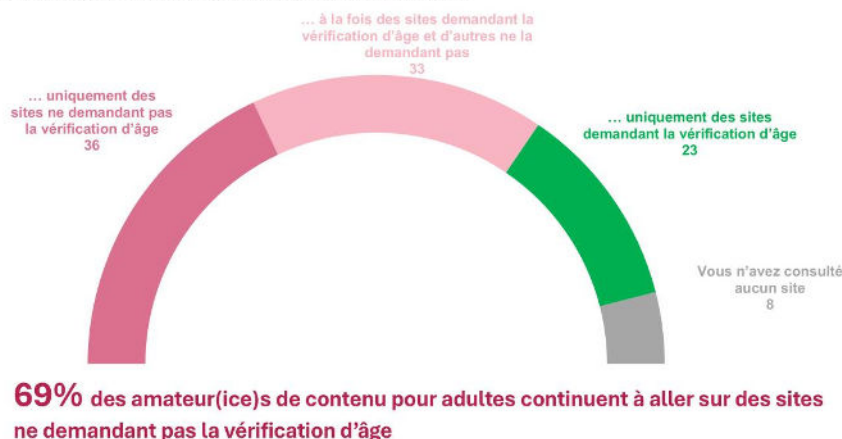
🔍 Cette fréquentation de sites non conformes est nettement plus masculine (77% des hommes contre 57% des femmes) et culmine chez les hommes de moins de 35 ans (82%) ainsi que chez les homosexuels (83%). Elle

demeure en revanche minoritaire chez les femmes de 65 ans et plus (36%), public dont la consommation est à la fois plus rare et plus occasionnelle.

L'accès à des sites ne demandant pas de vérification robuste de l'âge

Depuis la mise en place de cette obligation, avez-vous consulté ... ?

Base : Personnes ayant consulté au moins un type de contenu pour adultes dans les 12 derniers mois



15

Le point de vue de l'Ifop : C'est le résultat le plus embarrassant pour le dispositif : l'obligation légale a fabriqué, sans le vouloir, un avantage concurrentiel au bénéfice de ceux qui ne la respectent pas. Les économistes de la régulation connaissent bien ce phénomène, souvent décrit comme un « effet matelas d'eau » : la pression exercée à un endroit déplace le volume ailleurs sans le réduire. Le paradoxe est que ce sont les opérateurs les plus vertueux - ceux qui ont investi dans une solution de vérification conforme - qui en paient le prix, en perdant des visiteurs.

B) UN IMPACT TRÈS LIMITÉ SUR LA CONSOMMATION DE CONTENU POUR ADULTES EN LIGNE

4 – L'objectif du dispositif – stopper l'accès à ces contenus aux moins de 18 ans – est loin d'être atteint

La proportion de mineur(e)s de 15-17 ans qui ont renoncé à consulter ce type de contenu après avoir été confronté(e)s à une mesure de vérification reste très minoritaire : 36%, contre 16% des personnes âgées de plus de 18 ans. La friction introduite par le contrôle produit donc bien un effet dissuasif, et cet effet est deux fois plus fort chez les mineurs que chez les adultes - mais il ne concerne qu'un peu plus d'un adolescent sur trois, les deux autres tiers ayant trouvé le moyen d'accéder malgré tout à ces contenus.

Ce résultat est à rapprocher des mesures d'audience dont fait état l'Arcom, qui évalue à près d'un tiers la baisse du temps passé par les mineurs sur les sites pour adultes depuis l'entrée en vigueur de l'obligation¹. Les deux constats se complètent : le dispositif réduit réellement l'exposition la plus banale et la plus opportuniste, sans empêcher les usages les plus intentionnels.

Le point de vue de l'Ifop : Chez les adolescents, le contrôle d'âge semble plus avoir un effet de friction qu'un rôle barrière. Il joue sur les consommations les plus légères, les plus occasionnelles, les moins délibérées - celles, précisément, qui reposaient sur la facilité d'accès - et il est largement neutralisé, chez les usagers réguliers, par la disponibilité immédiate d'une offre alternative. Quatre ans après le rapport

¹ Arcom, juillet 2026, à partir de données Médiamétrie/NetRatings : le temps passé par les mineurs sur les sites pornographiques aurait diminué de près d'un tiers par rapport au niveau observé avant l'entrée en vigueur de l'obligation.

sénatorial qui alertait sur l'exposition précoce des adolescents à la pornographie², la question n'est plus de savoir si l'on peut fermer une porte, mais si l'on peut fermer toutes les autres.

5 – Au total, la mise en œuvre effective de l'obligation de vérification de l'âge, à l'été 2025, n'a eu qu'un impact limité sur la consommation de sites à contenu pour adultes

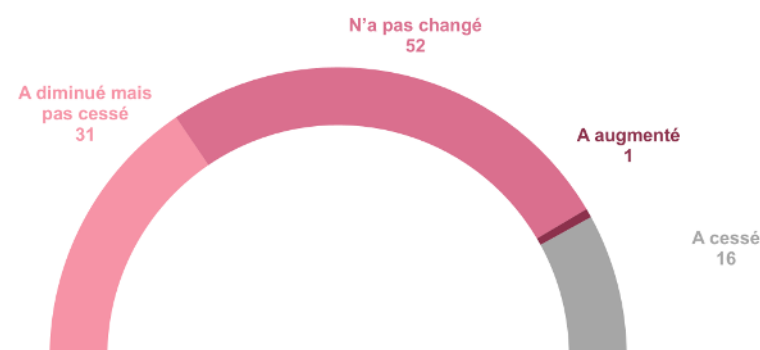
👉 Parmi les amateurs de ce type de contenus, seul(e)s 16% des adultes et 22% des mineur(e)s de 15-17 ans ont cessé de se rendre sur ce genre de sites depuis l'application de cette vérification. Environ un tiers d'entre eux ont diminué leur fréquentation (31% des majeur(e)s, 36% des mineur(e)s). Pour les autres - 52% des majeur(e)s et 40% des mineur(e)s -, cette obligation n'a eu aucun impact sur leur consommation.

🔍 L'arrêt de la consommation est un peu plus féminin (19% des femmes contre 14% des hommes) et concerne surtout les publics dont la pratique était déjà la plus occasionnelle.

L'impact de l'obligation de vérification de l'âge sur la consommation de sites pour adultes

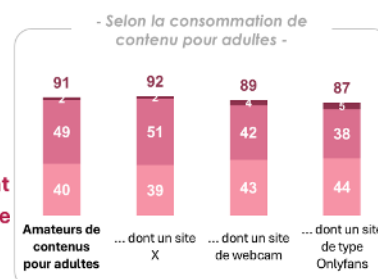
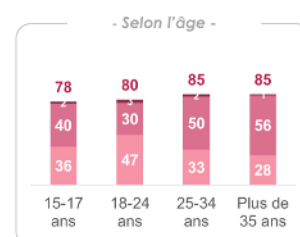
Depuis la mise en œuvre effective de l'obligation de vérification de l'âge, à l'été 2025, diriez-vous que votre consultation de sites pour adultes... ?

Base : Personnes ayant consulté un site pour adultes au cours de leur vie



84% des personnes ayant consulté un site pour adultes au cours de leur vie n'ont pas cessé leur consommation après la mise en œuvre effective de vérification d'âge

ifop CAM4



13

🧐 **Le point de vue de l'Ifop** : Un an après, le bilan comportemental du dispositif tient donc en une phrase : il a fait plus bouger les itinéraires que les usages. La moitié des consommateurs majeurs déclarent que rien n'a changé pour eux, et la proportion de ceux qui ont vraiment renoncé reste à un niveau qui ne permet pas de parler d'un recul significatif de la consommation de pornographie en France. Ce que la loi a modifié, c'est surtout la géographie de l'offre : qui propose, dans quelles conditions et sous quel régime de responsabilité.

6 – La mise en œuvre de cette vérification a engendré un report du trafic sur les sites qui ne respectent pas la loi

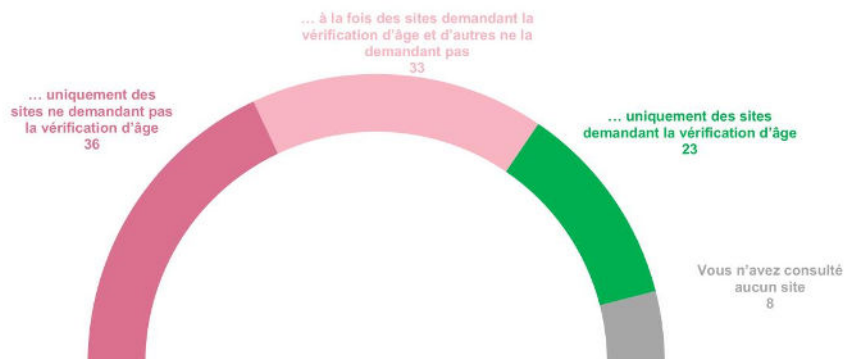
👉 Les personnes ayant consulté au moins un type de contenu pour adultes ces douze derniers mois l'admettent très volontiers : 65% des mineur(e)s de 15-17 ans et 48% des majeur(e)s ont cessé de consulter les sites imposant la vérification d'âge au profit de sites ne la faisant pas respecter. Ce report décroît régulièrement avec l'âge : 65% chez les 15-17 ans, 56% chez les 18-24 ans, 54% chez les 25-34 ans et 45% chez les 35 ans et plus.

² « Porno : l'enfer du décor », rapport d'information de la délégation aux droits des femmes du Sénat, septembre 2022. Selon des données de l'Arcom relatives à 2023, 2,3 millions de mineurs se rendaient alors chaque mois sur des sites pornographiques, soit 12% de leur audience.

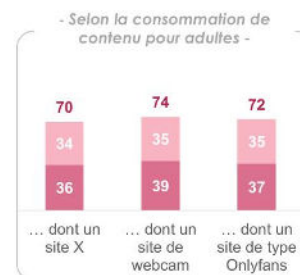
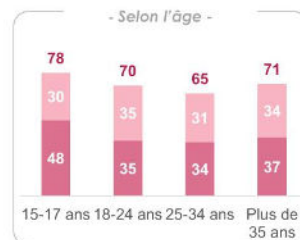
L'accès à des sites ne demandant pas de vérification robuste de l'âge

Depuis la mise en place de cette obligation, avez-vous consulté ... ?

Base : Personnes ayant consulté au moins un type de contenu pour adultes dans les 12 derniers mois



69% des amateur(ice)s de contenu pour adultes continuent à aller sur des sites ne demandant pas la vérification d'âge



15

Le point de vue de l'ifop : La lecture croisée de ces données est sans ambiguïté : plus une population est visée par le dispositif, plus elle le contourne. Les 15-17 ans sont à la fois ceux qui refusent le plus la vérification (82%), ceux qui fréquentent le plus les sites hors la loi (78%) et ceux qui ont le plus reporté leur navigation (65%). On mesure ici la limite d'une régulation par l'accès : elle redéfinit la carte du marché bien plus qu'elle ne modifie les pratiques.

C) UNE OPINION PUBLIQUE TRÈS CRITIQUE À L'ÉGARD DE L'INEFFICACITÉ DU SYSTÈME ACTUEL MAIS MAJORITAIREMENT FAVORABLE À LA VÉRIFICATION D'ÂGE À L'ENTRÉE DES SITES POUR ADULTES

7 – 64% des Français jugent insuffisante l'action de l'Arcom à l'égard des sites pour adultes ne mettant pas en place la vérification d'âge

👉 Près de deux Français sur trois (64%) estiment insuffisante l'action des pouvoirs publics et de l'Arcom à l'égard des sites pour adultes ne mettant pas en place la vérification d'âge, et ce alors même que la question rappelait explicitement les pouvoirs de sanction dont dispose le régulateur et les mises en demeure déjà prononcées. La sévérité est maximale chez les 35 ans et plus (66%) et reste élevée chez les 15-17 ans (63%).

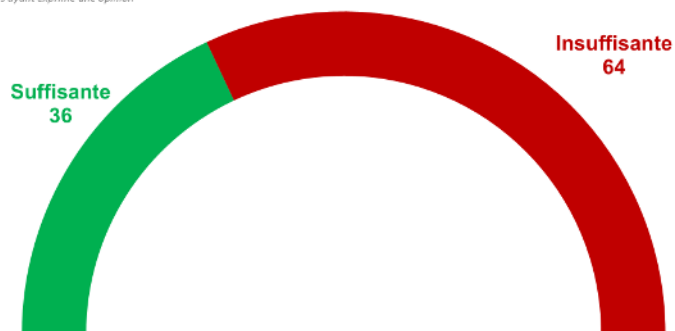
🔍 Fait notable, les usagers sont sensiblement moins critiques que le reste de la population : 49% seulement des amateurs actuels de contenus pour adultes jugent cette action insuffisante, contre 64% de l'ensemble des Français. Un écart qui s'explique moins par une divergence d'objectif que par une différence d'expérience : les premiers ont vu des sites disparaître et des contrôles apparaître, les seconds ne mesurent que le résultat final.

Le jugement sur l'action des pouvoirs publics et de l'Arcom

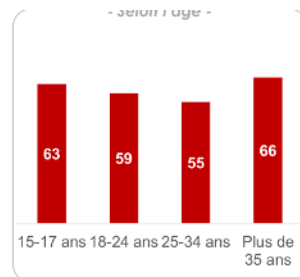
En cas de non-respect de l'obligation de vérification de l'âge, la loi confère à l'Arcom des pouvoirs de sanction à l'égard des sites pornographiques : elle peut prononcer des sanctions financières, ordonner le blocage du site par les fournisseurs d'accès à Internet – pour une durée maximale de deux ans – ainsi que son déréférencement des moteurs de recherche, c'est-à-dire sa disparition des résultats de recherche. Depuis 2025, l'Arcom a adressé des mises en demeure à plusieurs sites ne vérifiant pas l'âge de leurs visiteurs et en a fait bloquer ou déréférencer certains.

D'une manière générale, diriez-vous que l'action des pouvoirs publics et de l'Arcom à l'égard des sites pour adultes ne mettant pas en place la vérification d'âge est... ?

Base : Ensemble des Français ayant exprimé une opinion



64% des Français jugent insuffisante l'action des pouvoirs publics et de l'Arcom à l'égard des sites pour adultes ne mettant pas en place la vérification d'âge



Le point de vue de l'Ifop : Cette sévérité est en soi un résultat politique. Sur un sujet où le débat public a beaucoup porté sur les risques d'atteinte à la vie privée et de censure, l'opinion ne reproche pas au régulateur d'être allé trop loin : elle lui reproche de ne pas être allé assez loin. Et le fait que les 15-17 ans partagent ce jugement à 63% montre bien que la critique du dispositif ne recouvre pas un désir d'accès sans entrave, y compris chez ceux qui le contournent.

8 – 64% des Français ne jugent pas efficace le dispositif actuel de vérification d'âge pour empêcher réellement les mineurs d'accéder à des contenus pour adultes

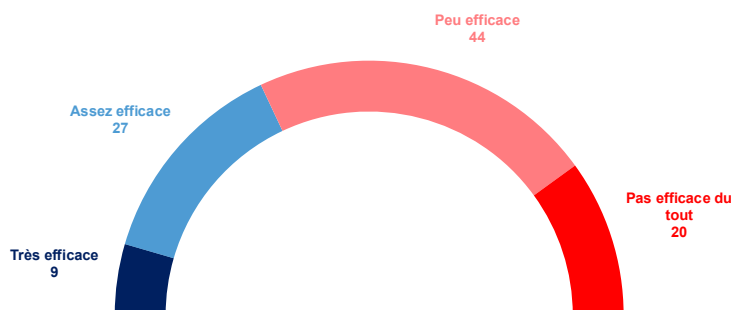
👉 Le doute est massif sur l'efficacité concrète du système : 64% des Français estiment que le dispositif actuel n'est pas efficace pour empêcher réellement les mineurs d'accéder à des contenus pour adultes en ligne - dont 20% « pas efficace du tout ». À l'inverse, seuls 9% le jugent « très efficace ».

🔍 Ici encore, les usagers se montrent plus indulgents que le grand public : 47% des amateurs actuels de contenus pour adultes créditent le dispositif d'une certaine efficacité, contre 36% de l'ensemble des Français. Et ce sont les usagers des sites de webcam (63%) et des plateformes par abonnement de type OnlyFans (68%) qui le jugent le plus efficace - précisément les segments où la vérification de l'âge, adossée à une inscription et à un paiement, est la plus systématiquement appliquée.

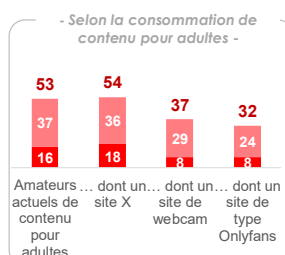
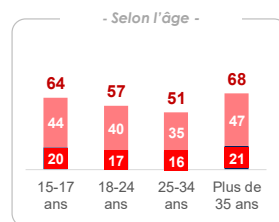
La perception de l'efficacité du dispositif actuel de vérification de l'âge

Selon vous, le dispositif actuel de vérification de l'âge est-il efficace pour empêcher réellement les mineurs d'accéder à des contenus pornographiques en ligne ?

Base : Ensemble des Français



64% des Français ne jugent pas efficace le dispositif actuel de vérification d'âge pour empêcher réellement les mineurs d'accéder à des contenus pornographiques



9 – Le principe de vérification d'âge à l'entrée des sites pour adultes suscite un très large consensus dans l'opinion

👉 **89% des Français se déclarent favorables au principe d'une vérification obligatoire de l'âge à l'entrée des sites pour adultes, dont 66% « tout à fait ».** Ce soutien est tout aussi massif chez les premiers concernés : 88% des amateurs actuels de contenus pour adultes et 86% des mineurs de 15 à 17 ans y adhèrent également - alors que le dispositif est censé leur en fermer l'accès. Un dispositif désormais bien identifié, puisque 83% des Français en ont entendu parler, et même 98% des amateurs de ce type de contenus.

🔍 Ce consensus traverse tous les clivages. Il est un peu plus féminin (92% des femmes contre 85% des hommes) et progresse avec l'âge (98% des 75 ans et plus, contre 76% des hommes de moins de 35 ans, seule sous-population à passer sous les 80%), mais il ne connaît aucune fracture partisane : de 86% chez les sympathisants de La France insoumise à 96% chez ceux des Républicains, en passant par 88% à l'extrême droite (RN), 94% chez les écologistes et 95% au Parti socialiste comme à Renaissance.

L'adhésion au dispositif

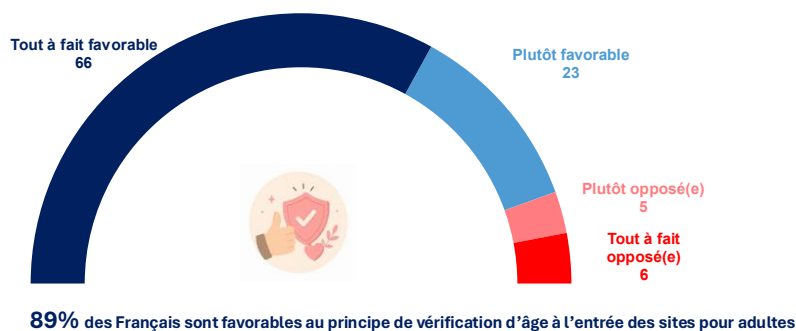
La loi du 21 mai 2024 (dite « loi SREN ») oblige les sites diffusant des contenus pornographiques à mettre en place un véritable système de vérification de l'âge, conforme à un référentiel technique publié par l'Arcom, l'autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique.

Concrètement, la vérification de l'âge doit être effectuée par un prestataire indépendant du site pornographique. Elle peut notamment prendre les formes suivantes :

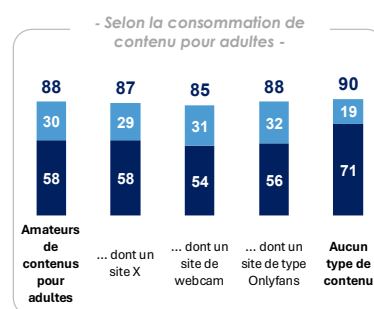
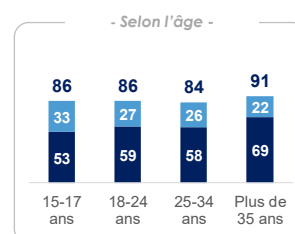
- la transmission d'un document d'identité officiel ;
- l'estimation de l'âge du visiteur par un logiciel à partir d'une photo ou d'une courte vidéo de son visage (« selfie »).

Vous personnellement, êtes-vous favorable ou opposé(e) au principe d'une vérification obligatoire de l'âge à l'entrée des sites pour adultes ?

Base : Ensemble des Français



ifop CAM4

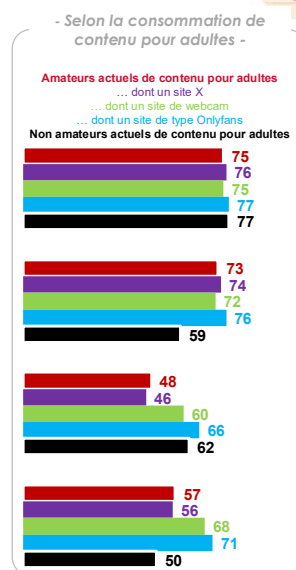
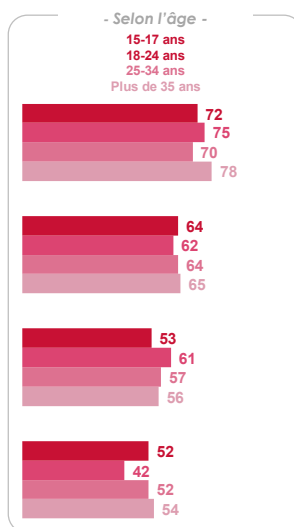
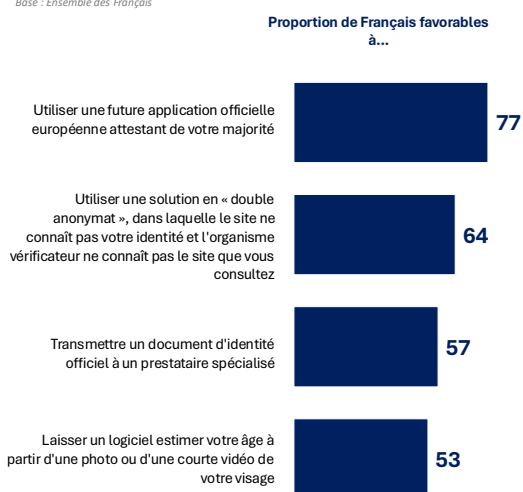


👉 **En revanche, ce soutien de principe ne se transfère pas mécaniquement aux techniques de vérification :** si une future application officielle européenne attestant de la majorité recueille 77% d'opinions favorables et la solution en « double anonymat » 64%, la transmission d'un document d'identité à un prestataire (57%) et l'estimation de l'âge par analyse du visage (53%) ne rassemblent qu'une petite majorité de Français - et même 42% seulement des 18-24 ans s'agissant de l'analyse biométrique.

L'adhésion aux modalités de vérification de l'âge

Personnellement, êtes-vous favorable ou opposé(e) aux modalités suivantes en matière de vérification de l'âge à l'entrée des sites pour adultes ?

Base : Ensemble des Français



Le point de vue de l'Ifop : Le fait que les usagers eux-mêmes soutiennent le contrôle à hauteur de 88% invalide la lecture d'un affrontement entre des « pro-régulation » et des consommateurs qui défendraient un accès sans entrave. Le désaccord ne porte pas sur la fin - empêcher les mineurs d'accéder à ces contenus - mais sur les moyens, et surtout sur le prix que chacun est prêt à payer en matière de vie privée. La hiérarchie des modalités épouse d'ailleurs très exactement leur coût perçu en la matière : les deux solutions qui découpent la preuve de l'âge de la révélation de l'identité sont aussi les mieux acceptées.

10 – 83% des Français souhaitent que l'Arcom veille à ce que tous les sites pour adultes mettent en place cette vérification d'âge

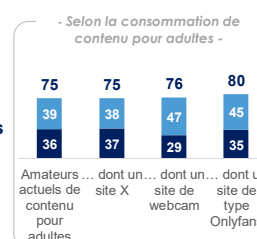
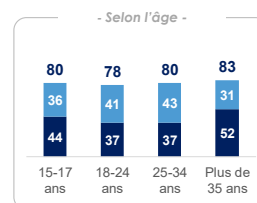
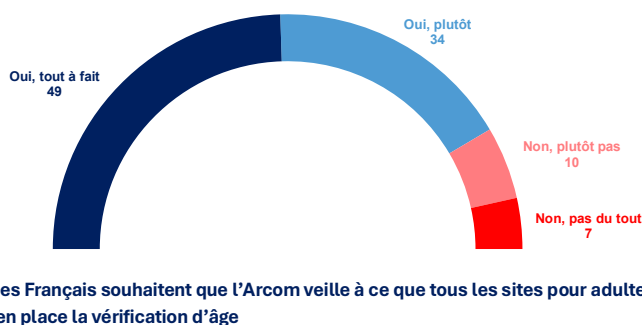
83% des Français souhaitent que l'Arcom veille à ce que tous les sites pour adultes mettent en place la vérification d'âge, dont 49% « tout à fait ». Cette exigence d'universalité est partagée par les trois quarts des usagers eux-mêmes (75% des amateurs actuels de contenus pour adultes) et par 80% des mineurs de 15 à 17 ans.

Elle est plus féminine (88% des femmes contre 76% des hommes) et croît avec l'âge (91% des 75 ans et plus, contre 68% des hommes de moins de 35 ans). Elle est également très forte dans les catégories intermédiaires (88% des professions intermédiaires) et dans les communes rurales (87%).

Le souhait que l'Arcom fasse contrôler la vérification d'âge par les sites pour adultes

Souhaitez-vous que l'Arcom veille à ce que tous les sites pour adultes mettent en place la vérification d'âge ?

Base : Ensemble des Français



Le point de vue de l'Ifop : Le message adressé au régulateur est clair : ce que les Français reprochent au dispositif, ce n'est pas d'exister, c'est de ne s'appliquer qu'à une partie du marché. La demande d'égalité devant la loi est ici très forte, et elle est partagée par les usagers, qui subissent concrètement les conséquences de cette application à géométrie variable : un contrôle à l'entrée des plateformes les plus sérieuses, aucun à l'entrée des autres.

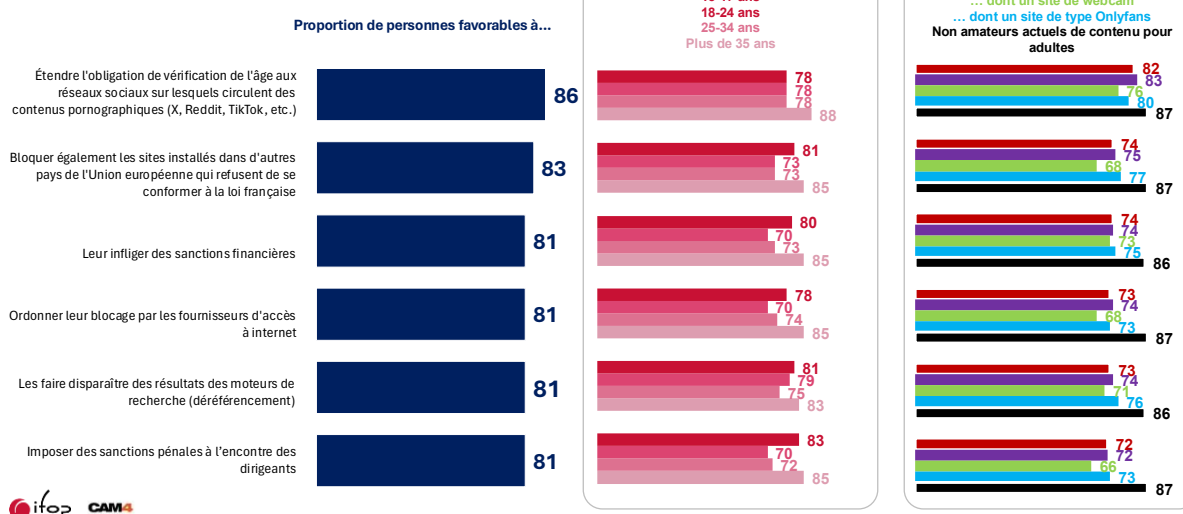
11 – 86% des Français souhaitent que l'Arcom étende l'obligation de vérification de l'âge aux réseaux sociaux sur lesquels circulent des contenus pour adultes (X, Reddit, TikTok, etc.)

👉 C'est la mesure la plus soutenue de toutes celles testées : 86% des Français souhaitent que l'obligation de vérification de l'âge soit étendue aux réseaux sociaux sur lesquels circulent des contenus pour adultes. Elle devance le blocage des sites récalcitrants comme les sanctions financières, et elle rassemble 82% des amateurs de contenus pour adultes ainsi que 83% des mineurs de 15 à 17 ans.

Le jugement sur les mesures que peut prendre l'Arcom

Vous personnellement, êtes-vous favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes à l'égard des sites pour adultes qui ne vérifient pas l'âge de leurs visiteurs ?

Base : Ensemble des Français



21

Le point de vue de l'Ifop : L'intuition de l'opinion rejoint ici le constat des observateurs : la régulation s'est concentrée sur les sites dédiés au moment même où une part croissante de l'exposition des mineurs se joue sur des plateformes généralistes, où le contenu pour adultes arrive sans avoir été cherché, au fil d'un flux. Que les 15-17 ans soutiennent eux-mêmes cette extension à 83% en dit long : c'est là, et non sur les sites X, qu'ils rencontrent ces contenus sans l'avoir voulu. Or c'est précisément le point aveugle du dispositif français, dont le périmètre reste indexé sur la nature du site plutôt que sur celle du contenu.

12 – 81% des Français approuvent également des actions plus rigoureuses à l'égard des sites pour adultes qui ne vérifient pas l'âge de leurs visiteurs

👉 L'arsenal répressif fait l'objet d'une adhésion homogène et élevée : 81% des Français sont favorables à ce que l'on inflige des sanctions financières aux sites qui ne vérifient pas l'âge de leurs visiteurs, 81% à ce que l'on ordonne leur blocage par les fournisseurs d'accès à internet, 81% à ce qu'on les fasse disparaître des résultats des moteurs de recherche et 81% à ce que des sanctions pénales soient imposées à l'encontre de leurs dirigeants. 83% approuvent même le blocage des sites installés dans d'autres pays de l'Union européenne qui refusent de se conformer à la loi française.

🔍 Le soutien à ces mesures croît nettement avec l'âge - de 70 à 79% chez les 18-24 ans contre 83 à 88% chez les 35 ans et plus - mais il reste très majoritaire chez les usagers, qui les approuvent à hauteur de 72 à 74% selon les mesures. Même les sanctions pénales à l'encontre des dirigeants recueillent l'assentiment de 72% des amateurs de contenus pour adultes.

Le point de vue de l'Ifop : Que les consommateurs de ces contenus approuvent à près de trois contre un des sanctions pénales contre les dirigeants des sites qu'ils fréquentent peut surprendre. C'est probablement le signe que l'utilisateur de contenus pour adultes ne se pense pas comme le complice d'un

marché dérégulé, mais comme le client d'un service dont il attend, là comme ailleurs, qu'il soit encadré de manière équitable.

DONNÉES DE CADRAGE SUR LA FRÉQUENTATION DES SITES POUR ADULTES

53% des Français ont déjà surfé sur un site pour y voir des films ou des images pornographiques (71% des hommes, 36% des femmes), 19% ont déjà regardé des contenus sexuellement explicites sur des plateformes par abonnement de type OnlyFans et 18% un sex-show ou un strip-tease en direct sur un site de webcam. Sur les douze derniers mois, 37% des Français ont consulté au moins un type de contenu pour adultes - 37% des 15-17 ans, 46% des 18-24 ans et 53% des 25-34 ans.

Surtout, la comparaison avec 2023 montre une consommation qui se diversifie plus qu'elle ne recule : chez les 18-24 ans, la fréquentation des sites pornographiques est restée strictement stable (58% au cours de la vie, comme en avril 2023³), tandis que celle des plateformes par abonnement a bondi de huit points (26% contre 18%) et celle du live sur les sites de webcam de quatre points (22% contre 18%).

Le point de vue général de François Kraus sur l'étude

Un an après son entrée en application effective, le contrôle d'âge à l'entrée des sites pour adultes présente le visage d'une politique publique qui a gagné la bataille de la légitimité mais pas encore celle de l'effectivité. Côté effectivité, le constat est sans appel : sept amateurs sur dix - et près de huit mineurs sur dix - continuent de fréquenter des sites qui ne demandent rien, près d'une personne sur deux confrontée à un contrôle parvient tout de même à accéder aux contenus, et la moitié des consommateurs majeurs déclarent que la loi n'a strictement rien changé à leurs habitudes.

Ce hiatus tient à la nature même du dispositif retenu : une régulation par la porte d'entrée, dans un espace où les portes sont innombrables et où il suffit d'un clic pour en essayer une autre. Cela ne signifie pas qu'elle est restée sans effet : plus d'un mineur sur trois confronté à un contrôle y renonce, et l'Arcom mesure une baisse de près d'un tiers du temps qu'ils passent sur ces plateformes.

Reste que les Français n'en tirent nullement la conclusion qu'il faudrait renoncer. Leur diagnostic est exactement inverse : le problème n'est pas la règle, c'est son périmètre et son application. Le message adressé aux régulateurs national et européen est donc moins « faites moins » que « faites-le partout.

*François Kraus, directeur du pôle « Genre, sexualités et santé sexuelle » de l'Ifop
Noé Fridman, chargé d'études du pôle « Genre, sexualités et santé sexuelle » de l'Ifop*

POUR CITER CETTE ÉTUDE, IL FAUT UTILISER A MINIMA LA FORMULATION SUIVANTE :

³ Étude Ifop pour O1net réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 13 au 17 avril 2023 auprès d'un échantillon de 2 006 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

« Étude Ifop pour CAM4 réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 9 au 15 juillet 2026 auprès d'un échantillon de 3 000 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, ainsi que d'un échantillon de 500 jeunes, représentatif de la population française âgée de 15 à 17 ans. »

MÉTHODOLOGIE

L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 3 000 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, dont 1 066 consommateurs de contenus en ligne pour adultes, ainsi que d'un échantillon de 500 jeunes représentatif de la population française âgée de 15 à 17 ans, dont 191 consommateurs de contenus en ligne pour adultes. La représentativité des échantillons a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 9 au 15 juillet 2026.

Note de lecture : dans cette étude, les données relatives à « l'ensemble des Français » reposent exclusivement sur l'échantillon de personnes âgées de 18 ans et plus.

Le point de vue de CAM4 sur l'étude :

L'étude montre clairement que les Français sont attachés à l'interdiction d'accès aux sites adultes pour les moins de 18 ans, et c'est précisément ce que CAM4 défend.

L'étude démontre également que l'absence de contrôle sur l'ensemble des sites adultes en France n'a fait que créer un détournement de trafic : des utilisateurs quittent les sites ayant mis en place un système de vérification d'âge pour se rendre vers des sites ouverts à tous, souvent porteurs de contenus illégaux et sans aucune sécurité.

Il paraît essentiel, dans l'esprit de la loi, de contrôler les milliers de sites adultes de vidéos ou de cams, et non pas seulement les 17 sites recensés en 2025 puis les 31 sites supplémentaires ajoutés depuis, en prenant exemple sur l'Allemagne ou le Royaume-Uni.

CONTACTS PRESSE :

Francis Aubouin (Ifop) – Tél. : 06 88 09 76 70 – mail : francis.aubouin-ext@ifop.com